
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/2 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.2.60148

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Les auteurs étudient dans leurs tours et détours et avec une grande rigueur les contradictions qui résultent de ce passage au «pragmatisme», porteur en lui-même de reniements potentiels – et parfois réels. Ils font ressortir la continuité qui marque l'analyse que propose Knigge des causes de la Révolution, qui s'inscrit à la fois dans (ce qu'il croyait être) la réalité de la France d'Ancien Régime et dans une théorie dialectique de l'histoire qui en fait la marche «en spirale» vers un progrès irrésistible. Knigge n'aurait jamais approuvé la Révolution s'il n'y avait vu la manifestation d'un progrès de l'histoire. Dès 1782 l'«Allocution aux nouveaux Récipiendaires du grade d'Illuminatus Dirigens» l'avait affirmé dans une formule saisissante: «La liberté a engendré le despotisme, et le despotisme ramène à la liberté». Lessing déjà avait appris à Knigge que la recherche de la vérité est plus importante que la vérité elle-même, et que toute marche en avant est suivie de régressions nécessaires. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous continuons à penser que l'«Allocution» doit sinon tout, du moins sa cohérence philosophique à Knigge plutôt qu'à Weishaupt (dont les très nombreux livres montrent, précisément, une absence quasi totale de cohérence). Knigge ne semble pas tant avoir été «fasciné» par les thèses d'un Ordre qui, avant son arrivée (janvier 1780, comme l'a établi Le Forestier), ne savait pas encore très bien à quoi il devait servir, qu'intéressé par la possibilité qui s'ouvrait à lui de façonner l'Ordre en vue d'un projet et de lui donner une assise «philosophique» solide.

Moderne, le baron de Knigge? C'est incontestable. Ses prises de position sur la Révolution ont été le véhicule majeur de la politisation du débat allemand sur la Révolution française. Le présent ouvrage a le mérite d'inscrire cette politisation dans le legs de l'*Aufklärung*.

Pierre-André BOIS, Reims

Rolf GRABER, *Bürgerliche Öffentlichkeit und spätabolutistischer Staat. Sozietätenbewegung und Konfliktkonjunktur in Zürich 1746–1780*, Zürich (Chronos Verlag) 1993, 259 S.

Zürich: l'«Athènes de la Suisse», disait-on au XVIII^e siècle – l'auteur écrit «La Mecque des Lumières de l'Europe continentale» (p. 107), mais il met dans cette formule l'ironie que lui suggère précisément son propos: montrer, en partant d'une étude des «sociétés éclairées» qui se sont constituées à partir de 1746, comment les Lumières ont été «liquidées» (p. 155) dès lors qu'elles prenaient une forme radicale, c'est-à-dire non seulement prétendaient favoriser l'émergence d'une pensée véritablement autonome, mais aussi déboucher sur une «diffusion vers le bas» et impliquer ce que les *Aufklärer* appelaient avec mépris la «populace» dans le fonctionnement d'un véritable Etat de citoyens. Cette thèse – qui n'est d'ailleurs pas vraiment nouvelle, mais qui avait été développée surtout à propos de l'Allemagne – est défendue avec une grande vigueur et avec une grande clarté dans la démarche. Après avoir montré que le mode de recrutement des premières «sociétés éclairées» (l'auteur étudie la *Physikalische Gesellschaft*, la *Historisch-Politische Gesellschaft am Bach* et la *Helvetische Gesellschaft auf der Gerwi*) reposait sur une communauté de vues induite par celle des origines sociales (les couches dirigeantes du négoce et de la culture), R. G. décrit le glissement vers une scission qui va opposer les «réformateurs» aux «politiques», due à l'intrusion de membres de plus en plus jeunes, et qui sont en quête d'un «nouveau type de socialisation» (p. 148) remettant en question les piliers traditionnels de la société zurichoise, l'Eglise et les corporations. Ainsi, les «sociétés» deviennent le médium d'une idéologie de la réforme qui cherche à s'imposer au patriat régnant. Il s'ensuit une rupture entre les seconds et les premiers, lesquels rejoignent (souvent en fonction d'intérêts carriéristes) les détenteurs des leviers du pouvoir au sein de l'Etat «absolutiste tardif». Ainsi, le «conflit» devient l'élément structurel majeur d'un débat qui divise les tenants des Lumières. Deux attitudes sont dès lors possibles – et mises en œuvre: l'«intégration», c'est-à-dire ce que nous appellerions aujourd'hui la «récupération», assortie de concessions, notamment dans le domaine de la pédagogie, qui, orientée vers la réalisation de

butts pragmatiques et utilitaires, se substitue à la politique, laquelle privilégie le raisonnement critique et »risque« de déboucher sur l'émergence d'une »contre-opinion publique« (comment rendre »*Gegenöffentlichkeit*?) Ou bien la répression, soit relativement »clément« (censure, exil), soit brutale (exécution du pasteur Waser, accusé de haute trahison). Le résultat est le même: les couches dirigeantes, effrayées par les potentialités d'émancipation contenues dans les Lumières, »liquident« celles-ci afin d'assurer la pérennité de leur pouvoir. Ce n'est pas sans une certaine jubilation que l'auteur évoque des figures comme celles de Johann Caspar Lavater, de Pestalozzi et de quelques autres, qui ont trahi leur premier engagement auprès des politiques pour rallier le camp de l'ordre et du bien-penser politique. En se sens, son ouvrage projette un éclairage nouveau sur le cheminement de quelques personnages emblématiques des Lumières de l'aire germanique et remet en quelque sorte les choses au point.

Pourquoi faut-il que l'ensemble donne parfois un peu trop l'impression d'un certain snobisme, qu'il s'agisse du style: abus de termes comme »hardliner« (p. 146), »der Goodwill« (p. 148), »das Missing link« (p. 152), »das Insider Wissen« (p. 190)? Les langues nationales sont-elles donc si pauvres qu'elles ne permettent plus d'exprimer leurs idées? ou qu'il s'agisse de la profusion parfois insupportable de formules apparemment savantes, qui en réalité reflètent un pédantisme à prétention scientifique tout à fait inutile ici, car la thèse défendue est assez solide pour se suffire à elle-même sans l'appui de telles formules. Le risque – et une critique malveillante et injuste ne manquerait pas de s'y attacher – est de masquer par ce genre de vocabulaire en général purement théorique la puissance des faits, qui seuls, en histoire, ont valeur de preuve, et de donner l'impression que sont projetés dans le passé les débats du présent. Pourquoi utiliser par exemple, à plusieurs reprises, les termes de »Berufsverbot« ou d'»Alternativbewegung«, sinon pour capter par l'intermédiaire des mots la bienveillance d'un lecteur qui ne demande pas mieux que de se laisser convaincre par les faits eux-mêmes? Il arrive d'ailleurs parfois que ceux-ci ne soient pas mis en lumière avec toute l'objectivité souhaitable: même l'»affaire Waser« est mal exposée, dans la mesure où l'innocence de Waser fait figure de postulat, tandis que les positions de ses accusateurs ne nous sont communiquées qu'à travers les insultes ou les sarcasmes dont ils abreuvèrent ce malheureux. On a dès lors l'impression fâcheuse que Waser a été convoqué pour justifier une théorie formulée d'avance, alors qu'il aurait été facile d'appuyer la théorie sur une analyse d'abord factuelle de son cas, étayée par l'analyse minutieuse des arguments des uns et des autres, et non de leurs seules réactions. De même, l'auteur parle des »actes honteux« du bailli Grebel (p. 87) sans nous dire exactement (faits précis à l'appui) en quoi ils consistaient.

Plus grave, peut-être: en qualifiant la réforme scolaire introduite à Zurich en 1773 de »réforme apparente« (p. 106 sqq.) parce qu'elle privilégiait l'enseignement pratique et visait à faire de l'élève un sujet avant tout »utile«, l'auteur méconnaît ce qui constitue, précisément, l'un des objectifs majeurs de l'*Aufklärung*. Que celle-ci n'a pas été »révolutionnaire«, on le sait depuis longtemps. Le regretter, c'est le droit de chacun (l'auteur ne dit d'ailleurs pas ce qu'il entend par »révolution«, sinon l'acquisition de »processus d'apprentissage autonomes«, c'est-à-dire avant tout l'autonomie de la pensée appuyée sur la raison). Mais le lui reprocher, c'est considérer l'histoire d'un point de vue en fin de compte téléologique, et non comme une évolution obéissant à des enchaînements, logiques ou non mais qui ne sont pas tenus de s'inscrire dans les désirs de ceux qui veulent la comprendre.

Mais il ne faut pas exagérer l'importance de ces critiques de forme et même de méthode. L'ouvrage ne présente pas seulement une grande qualité de clarté. Il analyse en profondeur un aspect mal connu des Lumières en Suisse. Et surtout, il met parfaitement en évidence leur aspect majeur (qui se vérifie aussi en Allemagne): potentiellement porteuses de conflits, elles ont plutôt cherché à les fuir ou à les éliminer qu'à les assumer.

Pierre-André BOIS, Reims